

Je crois que tous les dirigeants sont concentrés sur le même objectif : surmonter la crise

Texte : Mimi Podkrižnik

Un vélo ne peut-il pas donner un joyeux coup d'accélérateur hors de portée pour un politicien ? Il amène le président slovène à l'Elysée et fait presque tout le monde en France parler de la Slovénie. Notre pays pourrait-il progresser en Europe avec autant de ferveur et de confiance que Pogačar et Roglič ont parcouru la France? L'ambassadrice Florence Ferrari a offert des réponses sur les relations franco-slovènes dans l'UE.

Florence Ferrari a pris son premier poste d'ambassadrice en Slovénie il y a deux ans. Au cours de vingt ans de carrière diplomatique, elle a surtout traité les enjeux européens – en poste à Paris, Bruxelles ou Bonn -, avec un détour par le Canada, comme ministre conseillère à l'ambassade de France, de 2015 à 2018. Parce que, d'une manière ou d'une autre, tout est lié, elle estime que chaque diplomate européen devrait toujours servir en dehors du vieux continent.

Maintenant que vous êtes en Slovénie, quel regard portez-vous sur notre pays ? Que pouvez-vous nous en dire, qu'il s'agisse de considérations légères ou plus sérieuses ?

Je suis très heureuse d'être en Slovénie. Que mon parcours professionnel m'ait amenée ici est également assez logique. Par ailleurs, c'est un pays agréable, il est facile d'établir des contacts avec les Slovènes, ce qui est vraiment appréciable. Il est aussi possible de profiter des multiples opportunités offertes par la nature, la gastronomie, le sport ..., il y a un très bon équilibre entre intérêt professionnel réel et vie privée de qualité.

Comment voyez-vous la démocratie à la slovène ? On en parle beaucoup ces derniers jours.

Vous savez que pour nous diplomates, la règle est de ne jamais commenter la politique intérieure. Je peux seulement dire que je suis heureuse d'avoir été nommée dans un pays européen, qui a suivi un parcours exemplaire en matière de rapprochement de l'Union européenne. J'avais suivi moi-même les négociations d'adhésion de votre pays, c'est la première République issue de l'ex-Yougoslavie à avoir adhéré à l'Union européenne, ainsi que, très rapidement aussi, à l'euro et à l'espace Schengen, un très beau parcours. En tant qu'observatrice, je peux également dire que le développement à moyen et long terme de chaque pays dépend de nombreux facteurs.

Peut-on dire que nous sommes un pays heureux ?

C'est plutôt aux Slovènes qu'il faudrait poser la question, je suis très heureuse ici.

Quelles sont les relations entre la France et la Slovénie? La relation est, on le sait, ancienne quand on pense aux provinces illyriennes, à Charles Nodier et ainsi de suite. Mais quelle est la solidité des relations bilatérales aujourd'hui par rapport aux périodes ou années passées? Les renforçons-nous? Les Français et les Slovènes s'éloignent-ils de plus en plus l'un de l'autre ?

Le fait que la France n'appartienne pas nécessairement au premier cercle des partenaires de la Slovénie s'explique par la géographie et l'histoire. Nous ne sommes ni l'Italie ni l'Autriche, nous n'avons pas cette histoire commune ...

... la France n'est pas non plus l'Allemagne ...

... ni l'Allemagne en effet, qui appartient d'une certaine manière à cette même aire géographique. Nous ne sommes donc pas dans le premier cercle, mais nous sommes en revanche immédiatement derrière. Ce qui présente également des avantages, car nous ne sommes pas concernés par les difficultés qui peuvent surgir entre voisins. Il y a beaucoup de sympathie entre nous, ce capital de sympathie remonte aux provinces illyriennes et à Napoléon, et a permis d'entretenir de bonnes relations bilatérales. Bien sûr, il est toujours possible de progresser, mais notre coopération est déjà à un niveau élevé. Par exemple, dans le domaine culturel, vous évoquiez Charles Nodier, nous pouvons tout à fait nous appuyer sur l'Institut français, ouvert en Slovénie depuis plus de cinquante ans, pour développer davantage encore nos relations. Ou dans le domaine économique, j'ai été heureusement surprise par la qualité de notre coopération et le fait que plus de 60 filiales françaises opèrent en Slovénie. Bien sûr, tout le monde connaît Revoz, mais elles sont également présentes dans tous les autres secteurs: par exemple, dans l'agroalimentaire, avec le groupe Lactalis, qui a acquis Ljubljanske mlekarne, E. Leclerc ; Decathlon dans la vente ; Coface dans les services financiers, Lesaffre ; et bien d'autres entreprises encore.

Alors dans quel sens allons-nous, en avant ou en arrière ?

J'ai mentionné la culture et l'économie, mais les relations sont également bonnes dans le domaine politique. Nous avons la chance de siéger côte à côte au Conseil de l'Union européenne à Bruxelles, ce qui est vrai aussi bien pour les ministres que pour les groupes de travail. Je sais ce cela crée une proximité réelle, je l'ai ressentie moi-même en servant à Bruxelles. Nous avons eu une séquence politique très importante et positive avec la visite du ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian en Slovénie début septembre, qui s'est adressé à la conférence annuelle des ambassadeurs slovènes à Brdo pri Kranju. Il a passé beaucoup de temps avec son homologue Anže Logar, et deux semaines plus tard - je ne dirai pas contre toute attente, car on pouvait s'y attendre, une nouvelle rencontre a suivi avec la victoire de la Slovénie au Tour de France. Le ministre Le Drian avait invité le ministre Logar à la célébration, et le président Borut Pahor s'est également déplacé à Paris pour suivre la dernière étape sur les Champs-Élysées, où il a rencontré le lendemain le président Emmanuel Macron en tête à tête à l'Élysée.

On peut dire que c'est la bicyclette qui a amené notre président à l'Élysée, non ? Le sport a ouvert la voie à la politique.

Le succès des cyclistes slovènes a permis cette nouvelle séquence à Paris. Désormais, ce qui est important avec la perspective de nos présidences successives du Conseil de l'UE, d'abord la Slovénie [au second semestre 2021] puis la France [au premier semestre 2022], c'est de capitaliser sur ce moment positif pour qu'il y ait plus de visites de ce type, de travail ou politiques, afin de préparer au mieux nos deux présidences, malgré une pandémie qui rend le travail très difficile.

En 2009, François Fillon, alors Premier ministre sous Nicolas Sarkozy, s'est rendu en Slovénie. En 2013, le président François Hollande nous a rendu visite, est-ce qu'on peut s'attendre à la visite prochaine d'Emmanuel Macron ? Viendra-t-il ?

Il l'a dit lors de la visite du président Pahor à Paris, et il a l'intention de le faire. Il convient juste de trouver le bon moment.

Dans quelle mesure vous préparez-vous à la présidence de l'UE en France ?

La France assurera la présidence du conseil de l'UE au premier semestre 2022, juste après la Slovénie, suivie par la République tchèque et la Suède dans le même trio. Nous nous sommes déjà mis au travail, nous avons nommé un secrétaire général chargé de l'organisation de la présidence, auprès du Premier ministre. Nous sommes également en train d'effectuer tout le travail technique nécessaire pour identifier les sujets qui pourraient parvenir à maturation sous nos présidences de l'UE. Comme l'a dit le président Macron lors de la visite slovène à Paris, nous tenons à ce qu'il y ait une cohérence entre les présidences slovène et française, même si nous ne sommes pas dans le même trio.

Quelle est la place de la Slovénie dans l'imaginaire et la politique français ?

Le Tour de France de cette année a été un moment très particulier. En tant qu'ambassadrice en Slovénie, lorsque l'hymne national slovène a été joué sur les Champs-Élysées, cela a correspondu à quelque chose de fort pour moi. Je ne dirais pas que les Français viennent tout juste de découvrir votre pays, car ils le connaissent mieux depuis un certain temps : Les médias en parlent depuis des années, ce qui explique que de plus en plus de touristes français viennent ici, mais cette compétition cycliste a certainement contribué à développer davantage encore cet intérêt, à mettre la davantage encore la Slovénie sur la carte. Ce n'est donc pas une découverte, mais une confirmation que la Slovénie est un pays intéressant et qui a la peine d'être découvert, pas seulement comme lieu de passage, mais aussi comme destination finale.

On ne peut pas vraiment s'enorgueillir des chiffres franco-slovènes, au contraire : si l'on considère la place du français dans les écoles slovènes [choisi sur la période 2017-2018, par seulement 1,1% des élèves du primaire et 2,8% des lycéens ou à la part des Slovènes francophones [5%]. Qu'en pensez-vous ?

Le multilinguisme est un travail permanent. Lorsque je me déplace en Slovénie pour visiter le plus grand nombre de lycées possible, je note beaucoup de passion tant chez les élèves qui ont décidé d'apprendre le français que chez les professeurs de français qui font vraiment un travail exceptionnel. Je ne veux pas dire qu'ils compensent la quantité par la qualité, et mais c'est pourtant un peu le cas. En Slovénie, les étudiants les plus diligents choisissent le français ... Je crois que l'avenir est vraiment au multilinguisme, et qu'il est important de connaître le plus de langues possible. Mais cela ne signifie pas que nous devons mettre en concurrence les langues entre elles.

La France est l'un des pays fondateurs de l'Union européenne et donc placée dans son noyau dur, tandis que la Slovénie est un petit pays ... plus à la marge; si nous comparons les États du noyau dur de l'Europe à ceux de sa périphérie.

Dans l'Union européenne, tous les États membres sont importants ... Quelle est votre question ?

Concernant rôle de la France et de la Slovénie au sein de l'UE, la deuxième est évidemment toujours à la recherche de son positionnement. Du point de vue de la politique intérieure, ces derniers temps, on s'interroge beaucoup sur notre positionnement en Europe.

Au sein de l'Union européenne, chaque Etat membre compte. Quiconque a déjà travaillé à Bruxelles comprend qu'il n'est pas forcément pertinent de parler de différences entre petits et grands pays, à

moyen comme à long terme. Surtout, je constate que la Slovénie a un vrai engagement sur le long terme et investit beaucoup d'efforts dans la future présidence. Tout cela est extrêmement important tant pour le fonctionnement de l'UE que pour les relations bilatérales entre la France et la Slovénie qui s'inscrivent aussi dans ce cadre européen.

La politique actuelle slovène est critiquée, par au moins une partie de l'opinion publique, pour son glissement vers le groupe de Višegrad. Dans quelle mesure une telle intégration régionale pourrait ne pas plaire à la France ?

Les liens régionaux sont un état de fait lié à la géographie et à l'histoire. La position physique - qu'il s'agisse de la Slovénie, de la France ou de la Suède - ne peut pas être modifiée sur la carte de l'Europe, tout comme il ne faut pas jouer les appartenances régionales les unes contre les autres. La France a également des relations spécifiques avec l'Allemagne, et en même temps nous sommes membres du Triangle de Weimar, et nous sommes également connectés avec les pays méditerranéens et, par exemple, le Benelux fonctionne indépendamment de nous. Les raisons de ces rapprochements régionaux sont nombreuses, mais in fine ce qui compte c'est l'unité de l'Union européenne. Ce n'est que si nous sommes unis que nous serons plus forts; ce n'est pas contradictoire avec les échanges logiques entre des pays partageant certaines problématiques communes, notamment celles liées à la géographie et à l'histoire.

Prenons par exemple la liste des invités du Forum stratégique de Bled en septembre - Babiš, Orbán, Borisov, Vučić, Plenković... -, elle a provoqué pas mal de réactions. Nous les considérons comme souverainistes, et en France vous les appelez aussi nationalistes et illibéraux. Est-ce embarrassant d'inviter une telle équipe ?

C'est toujours bien qu'il y ait des discussions. Je n'ai pas pu assister au Forum de Bled parce que j'étais à Paris ce jour-là, mais pour autant que je sache, le Premier ministre italien Giuseppe Conte [s'est exprimé en visioconférence] et Josep Borrell [Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité] étaient également présents. Ce n'était donc pas seulement un club de quelques pays, mais c'était plus équilibré, et surtout, c'est un lieu de discussions. Comme d'autres forums à travers l'Europe, Bled est un événement important où des hommes politiques appartenant à différents horizons discutent de questions d'actualité.

Il est discutable que la plupart des invités mentionnés soient impliqués dans des affaires dans leurs pays... Comment va le train franco-allemand ? Est-ce qu'il tombe en panne ou fonctionne-t-il bien ?

On ne peut pas dire que le moteur franco-allemand soit en panne ; il est extrêmement important pour le projet européen et la dynamique européenne. Sur le long terme, il est parfois plus actif à certaines périodes qu'à d'autres, mais cette année il a prouvé sa réelle valeur ajoutée: avec un plan de relance adopté par les dirigeants européens en juillet.

Au début de l'épidémie, la France et l'Allemagne se trouvaient dans des camps adverses ; afin de combattre la crise sanitaire, la première a préconisé les coronabonds et la seconde s'y est opposée. Ensuite, ils ont simplement rapproché leurs positions ...

Les accords franco-allemands sont souvent un point d'équilibre et, en tant que tel, une base extrêmement utile pour l'Europe, très positive. Dans le même temps, il n'y a pas d'exclusivité dans le

duo franco-allemand, donc cela ne nous empêche pas de parler à tous les autres États membres, y compris la Slovaquie

A quel point le président Macron a-t-il changé l'Europe en trois ans? Il était très ambitieux au début, si l'on se réfère par exemple à son célèbre discours en septembre 2017 à la Sorbonne. On sait que jusqu'à présent il a fait face aux beaucoup de difficultés intérieures, du mouvement des gilets jaunes aux manifestations contre le projet de réforme des retraites, en plus de cela, nous sommes tous maintenant bloqués par une pandémie.

Le président Macron a été élu sur un programme de réformes, au niveau national - mais les réformes structurelles ne sont jamais faciles à long terme - ainsi qu'avec une vision forte de l'Europe; il l'a présentée en particulier dans son discours à la Sorbonne, et trois ans plus tard, le bilan est très positif. Toutes les propositions n'ont pas été mises en oeuvre, mais près de la moitié d'entre elles l'ont été, même si elles ne sont pas nécessairement très visibles du public. Nous avons par exemple maintenant des universités européennes, une académie européenne du renseignement, des coopérations structurelles renforcées, et beaucoup d'autres choses.

Emmanuel Macron a placé la réforme de la zone euro au premier plan, mais ses propositions n'ont pas été couronnées de succès également en raison de l'opposition de l'Allemagne.

Certains sujets sont plus faciles à mettre en oeuvre, tandis que d'autres nécessitent plus de temps. Le plan de relance européen, adopté en juillet dans le but d'emprunter en commun, est certainement un "game changer". Parfois, une proposition peut sembler trop ambitieuse pendant de nombreuses années, mais vient ensuite le moment où elle peut être réalisée. Chaque sujet a son propre rythme.

Qu'en est-il de l'état de droit dans l'UE? La Slovaquie ne peut pas se vanter du récent rapport de la Commission européenne sur l'état de droit et encore moins la Pologne ou la Hongrie.

L'état de droit est le fondement et l'essence de l'Union européenne, il est à la base de l'UE, ce n'est pas une opinion politique. Les rapports de ce type sont une base de discussions extrêmement utile. Nous devons en parler et en même temps nous rappeler qu'il s'agit en fait de la pierre angulaire de l'UE.

L'année dernière, la France [ainsi que les Pays-Bas et le Danemark] a beaucoup choqué lorsque le président Macron a exprimé son scepticisme quant à l'adhésion de la Macédoine du Nord et l'Albanie à l'UE, qui doit également tenir ses engagements honorer leurs engagements de leur côté également. Par la suite, le Président a atténué sa position.

Ces dernières semaines, l'élargissement est revenu sur le devant de la scène, la Commission européenne a mis sur la table un nouveau paquet, ce qui est une chose positive et une preuve que l'UE réinvestit la région; c'est important pour nous tous et aussi pour notre sécurité. Je ne pense pas qu'il y ait d'ambiguïté en ce qui concerne la position de la France à l'égard des Balkans occidentaux. La perspective européenne a été réaffirmée depuis des années par la France. Nous avons peut-être légèrement divergé sur la question de la méthode. Nous sommes très satisfaits que la Commission européenne ait à présent proposé une nouvelle méthodologie qui constituera une base solide pour les négociations, actuelles et futures, et ce tant dans l'intérêt de l'UE que des pays qui aspirent à y adhérer, pour le bien de tous.

On voit qu'il y a de nombreux « pays prédateurs » qui ont des intérêts dans les Balkans : la Russie, la Chine, les Etats-Unis... ils n'attendent probablement que de s'installer ?

Tous ces « *prédateurs*, » comme vous le dites, tous ces Etats puissants sont une réalité, y compris au sein de l'UE, car les exemples ne manquent pas ces derniers temps. Je dirais- ce qui s'applique d'ailleurs aussi bien à l'élargissement qu'à l'UE en tant que telle - : plus nous serons unis, forts et souverains, plus nous serons en mesure d'interagir avec des pays comme la Russie, la Turquie et, plus loin, la Chine.

Les problèmes ne manquent pas ; du conflit en Méditerranée occidentale entre la Turquie et la Grèce, c'est-à-dire et l'Union européenne, et ensuite ailleurs, où l'UE cherche également des solutions: en Biélorussie, au Liban, où la France est engagée, le conflit actuel entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, il est impossible d'ignorer empoisonnement de Navalny en Russie.

Les défis à relever ne manquent pas... Toutes ces questions ne peuvent trouver de réponse que dans une Union européenne forte et souveraine, qui arrive à trouver le juste équilibre entre le dialogue - il est toujours nécessaire avec tous les pays que nous avons mentionnés – et aussi tracer les lignes rouges, pour ce qui n'est pas acceptable : tel que l'empoisonnement de Navalny, ou encore la menace pour la souveraineté d'un État membre également. Il faut donc trouver un équilibre, car tous ces pays sont des acteurs incontournables, qu'il s'agisse du maintien de la paix dans certaines régions ou des défis communs; ainsi, la Chine est certainement cruciale en matière de climat.

Où sommes-nous actuellement ?

Lors de son discours devant des diplomates slovènes en septembre, le ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a souligné l'importance de la souveraineté européenne. Je pense que nous en avons bien pris conscience à 27. Ce n'est pas toujours facile, car chaque Etat membre a sa propre histoire avec les pays mentionnés: vis-à-vis de la Russie, la relation n'est pas la même pour les Polonais ou pour les Grecs. La force de l'Union européenne, c'est, après des discussions, parfois très longues, de parvenir à atteindre un point d'équilibre. Nous sommes sur la bonne voie, même si nous avons encore un long chemin à parcourir.

Le Covid-19 se propage maintenant à travers l'Europe. Il y a quelques jours, le président français a ordonné un couvre-feu dans certaines métropoles [nous en avons échangé le 16 octobre, alors que nous ne l'avons pas encore introduit en Slovénie]. Comment la France fait-elle face au virus? Les pays ont une approche très différente, ils suivent les conseils des experts nationaux.

Le défi est global, le monde entier se débat avec le virus. Il est de notre responsabilité collective de trouver une réponse à cette pandémie. L'UE a également pour tâche d'agir de la manière la plus coordonnée possible; tout cela fait l'objet de nombreuses discussions et réunions. Nous avons besoin de parvenir à une analyse commune des risques ...

... et surtout des règles communes ?

oui, surtout en ce qui concerne la libre circulation des personnes et la gestion de la crise. Je crois que nous nous rapprochons peu à peu de cette lecture commune. Au-delà de la gestion immédiate de la crise, il est important de savoir comment nous, dans l'UE, y répondons sur le moyen et long terme; encore une fois, je reviens à la souveraineté européenne – voir comment nous réussirons à être

moins dépendants d'autres pays, pour des choses aussi cruciales que les respirateurs, par exemple. Une Europe de la santé sera l'un des priorités de la présidence slovène de l'UE, ainsi que la recherche, telle que le développement de vaccins.

En France, vous parlez beaucoup de la relocalisation de l'industrie française vers la France ...

... en particulier de la relocalisation de l'industrie européenne. Nous avons tous pris conscience collectivement pendant cette crise que, sur des questions aussi fondamentales que la vie et la mort, nous ne pouvons pas dépendre des autres; nous ne pouvons pas permettre cela. Dans le domaine de la santé, mais aussi dans certains domaines industriels, l'Europe doit évoluer vers une souveraineté accrue.

Dans quelle mesure l'Europe se fermera-t-elle au protectionnisme à l'avenir, tout comme les autres puissances mondiales ?

Je ne pense pas qu'il n'est pas question de remettre en question les règles établies du multilatéralisme, de l'Organisation mondiale du commerce et d'autres. Il ne s'agit pas de protectionnisme, mais de souveraineté bien comprise.

Pour une souveraineté plus ouverte [plus flexible]? On parle beaucoup de sauver l'industrie automobile, ainsi que l'industrie aéronautique, qui fait maintenant l'objet d'attaques sévères.

Les secteurs qui ont le plus souffert de la pandémie sont, pour la plupart, ceux qui subissaient déjà une mutation profonde. La France est fermement engagée dans cette voie vers une économie plus verte, plus numérique, en sachant que les industries importantes sont en transformation.

C'est pourquoi elle les soutient dans la crise par des subventions vertigineuses.

À l'heure actuelle, tous les gouvernements de l'Union européenne s'emploient à faire en sorte que les différents secteurs ne plongent pas à cause de la pandémie et que l'ensemble des citoyens et des travailleurs traverse du mieux possible cette crise qui nous affecte tous. Toutes les mesures prises, tant au niveau national – par exemple lorsque pendant plusieurs mois de confinement de nombreux travailleurs ont été placés en chômage partiel, qu'au niveau de l'UE, où un plan de relance a été adopté, montrent la détermination des autorités à protéger les emplois.

Est-ce que face à la pandémie l'Etat français s'occupe de la culture aussi bien que de l'économie ?

La France était désireuse de venir en aide au secteur culturel qui, comme les autres secteurs, a été particulièrement touché lors du confinement. Le plan national de relance que nous avons adopté cet été prévoit 2 milliards d'euros pour la culture; ils s'ajouteront à plus de 4,25 milliards d'aides indirectes déjà précédemment allouées. Pour atténuer les pertes dues au couvre-feu, la ministre de la Culture Roselyne Bachelot a annoncé de nouvelles mesures: 30 millions d'euros pour l'industrie cinématographique et 85 millions d'euros pour les arts du spectacle. La culture ne peut être séparée de l'économie, car elle en fait partie intégrante, représentant 3% du PIB en France.

Il y a certainement des différences dans le discours, dans la manière dont le président Emmanuel Macron s'adresse aux Français et celle dont le Premier ministre Janez Janša s'adresse aux Slovènes. Le premier ne donne pas l'impression qu'il veut irriter le public, et pourtant en France aussi l'opinion publique est fortement divisée, il y a de clivages sociaux, ce qui se voit, par exemple, sur

les réseaux sociaux. Il y a de nombreuses allégations selon lesquelles les autorités françaises, y compris le président, traitent les citoyens comme des enfants.

Je crois que le premier ministre Janša et le président Macron, de même que tous les autres dirigeants, partagent le même objectif : surmonter cette crise profonde du mieux possible, en trouvant l'équilibre idoine entre la protection de la santé des citoyens, limiter la propagation de la pandémie, et, la survie de la vie économique d'autre part. Dès le début de la crise, on a vu que chacun a oscillé entre ces deux pôles, donc de ce point de vue, les discours sont convergents, mais bien sûr chacun avec son propre style. Il est également tout à fait humain et logique que les citoyens s'expriment, dans la mesure où ils vivent une période difficile, de plus en plus difficile. Là encore, chacun réagit à sa manière et avec sa propre histoire. Nous sommes tous confrontés au défi de sortir du mieux possible de cette crise.

Parfois, les autorités semblent avoir perdu leur boussole, alors elles déroutent. Dans certaines régions d'Europe, les masques de protection sont également obligatoires à l'extérieur, par exemple en Slovénie et en Italie, alors qu'en France, ils relèvent de la responsabilité des villes. En France, les écoles sont ouvertes, et nous les fermons, au moins en partie, il y des ambiguïtés quant au déplacement entre les régions ou les communes. Comment les Européens pourraient-ils alors ne pas se sentir perdus ?

C'est pourquoi que ce qui compte, c'est de ne pas perdre de vue l'objectif: freiner le virus sans tuer l'économie. Après, les mesures que nous prenons doivent être adaptées en fonction d'un certain nombre de critères qui évoluent très rapidement. Vous voyez, le nombre de testés positifs peut soudainement exploser, alors que la situation était différente quelques jours plus tôt. Il faut voir aussi la capacité des systèmes hospitaliers à faire face à d'éventuels afflux de patients... il y a tous ces critères à prendre en compte et qui expliquent ce cheminement pas toujours linéaire dans les mesures concrètes.

Vous sentez-vous en sécurité en Slovénie alors qu'il y a de plus en plus de personnes infectées ?

Il est important que nous respections tous les règles, de la distance de sécurité au port d'un masque...; sinon je n'ai pas de craintes particulières.

La Slovénie n'est pas la France, dans notre pays, on arrive très vite à la frontière du pays, de sorte que les impacts d'une quarantaine choisie ou imposée, due au covid-19 ne sont pas les mêmes partout. En plus de cela, afin de préserver le tourisme intérieur, le gouvernement slovène a introduit des bons touristiques, ce qui signifie que de nombreux Slovènes ne franchissent plus du tout les frontières ... Dans quelle mesure la fermeture va-t-elle marquer collectivement nos sociétés ?

Tout d'abord: il y a beaucoup de choses à faire en Slovénie, car le pays est suffisamment riche et extrêmement intéressant en soi. Indépendamment de la pandémie, elle est largement intégrée dans les échanges actuels, qu'il s'agisse des citoyens, des touristes, ou des idées. Comme je l'ai déjà dit, de plus en plus de touristes français viennent en Slovénie – je n'ai pas en tête le nombre de touristes slovènes en France - mais nous appartenons tous à un espace qui va bien au-delà de nos frontières nationales. Et c'est justement l'intérêt et la richesse de l'Europe.

Que diriez-vous en tant que citoyenne européenne, si votre président déclarait son soutien à Trump face à Biden ?

Encore une fois, je suis avant tout ambassadrice et à ce titre, je n'ai pas à commenter l'actualité politique intérieure, qu'elle soit slovène, américaine ou française.